

## Tanzanie : la société civile appelle Magufuli à dialoguer avec l'opposition

@rib News, 03/03/2019 - Source AFP Une soixantaine d'associations de la société civile tanzanienne ont lancé une campagne de mesures répressives contre l'opposition et demandé au président John Magufuli de dialoguer avec ses opposants pour sauver l'unité et la paix du pays.

"Depuis maintenant plus de deux ans, nous avons pu constater que les droits démocratiques, la liberté de réunion et d'association se dégradent chaque jour. Pour nous, cette situation peut être vue comme une menace à l'unité nationale et une déstabilisation de la paix", écrivent les 65 associations dans leur déclaration, publiée lundi soir. "Nous appelons le gouvernement à respecter les lois nationales et les accords régionaux de même qu'à suivre et respecter les conventions internationales qui ont été ratifiées", ajoutent-elles, disant vouloir éviter ainsi des "querelles diplomatiques" avec la communauté internationale. Elles dénoncent notamment l'interdiction des manifestations et des rassemblements publics de l'opposition, la dispersion de réunions en salle, ou encore les arrestations arbitraires de dirigeants et membres de partis de l'opposition, avec l'aide de la police. "Les agences de sécurité, particulièrement la force de police tanzanienne censées participer à la protection et à la sécurité (...) apparaissent comme ayant participé à la suppression du multipartisme dans le pays", poursuivent-ils. Ces organisations, parmi lesquelles figurent le Centre pour les droits humains (LHRC), la coalition tanzanienne des défenseurs des droits (THRDC), le Forum pour la Constitution (JUKATA) ainsi que des associations de Zanzibar, exigent notamment l'amendement de la nouvelle loi sur les partis politiques. Cette dernière donne selon elles des pouvoirs trop étendus à l'organe qui régule l'activité des partis politiques, le Bureau de registre des partis politiques, qui peut les dissoudre voire s'immiscer dans leur fonctionnement interne. Ce Bureau a annoncé la semaine dernière son intention de dissoudre le parti d'opposition de Zanzibar ACT-Wazalendo, qu'il accuse de doctrine islamiste - ce que nie ce dernier. ACT-Wazalendo est brusquement monté en puissance après le ralliement en mars du célèbre opposant zanzibari Seif Sharif Hamad. Appelant les responsables religieux, les journalistes et les universitaires à briser avec elles le silence, les associations réclament une rencontre avec le président John Magufuli. "Nous croyons que la démocratie et la politique sont les fondements du bien-être de toute nation, nous ne pouvons donc pas éviter d'en parler", écrivent-elles. Au pouvoir depuis fin 2015, John Magufuli a été salué pour sa lutte contre la corruption. Mais il est qualifié d'autocrate par ses détracteurs, qui dénoncent des violations de la liberté de la presse et d'expression, et la répression des opposants. Le président du Chadema, le principal parti d'opposition, a par exemple été incarcéré pendant trois mois, avant d'être libéré début mars. Freeman Mbowe a dénoncé le climat de terreur instauré par un régime qu'il qualifie d'"état policier".

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});